HAL
open science

Fabien Granjon, Classes populaires et usages de l'informatique connectée. Des inégalités sociales-numériques.

Rosa Maria Bortolotti

To cite this version:

Rosa Maria Bortolotti. Fabien Granjon, Classes populaires et usages de l'informatique connectée. Des inégalités sociales-numériques.. Lectures, 2022, 10.4000/lectures.56258 . hal-03673013

HAL Id: hal-03673013

https://hal.science/hal-03673013v1

Submitted on 19 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Lectures
Les comptes rendus | 2022

Fabien Granjon, *Classes populaires et usages de l'informatique connectée. Des inégalités sociales-numériques*

Rosa Maria Bortolotti

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/lectures/56258
DOI : 10.4000/lectures.56258
ISSN : 2116-5289

Éditeur
Centre Max Weber

Ce document vous est offert par CY Cergy Paris Université

Référence électronique
Rosa Maria Bortolotti, « Fabien Granjon, *Classes populaires et usages de l'informatique connectée. Des inégalités sociales-numériques* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, mis en ligne le 17 mai 2022, consulté le 19 mai 2022. URL : http://journals.openedition.org/lectures/56258 ; DOI : https://doi.org/10.4000/lectures.56258

Ce document a été généré automatiquement le 19 mai 2022.

© Lectures - Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction / Any replication is submitted to the authorization of the editors

Fabien Granjon, *Classes populaires et usages de l'informatique connectée. Des inégalités sociales-numériques*

Rosa Maria Bortolotti

1 Fin du chômage par la reconversion vers les métiers du futur essentiellement technologiques, fin des inégalités culturelles par l'accès à internet, fin de la maltraitance institutionnelle par la digitalisation du service public : autant de belles promesses sont associées à ce que Fabien Granjon nomme l'« informatique connectée »[1]. Selon la logique du « nouvel esprit »[2] du capitalisme numérique, *l'homo-economicus* devrait de lui-même exploiter l'ensemble des ressources du monde digital, s'en approprier les normes et codes, sous peine d'une mise au ban de la société. En contestant le traitement politique et scientifique de la « fracture numérique », présentée comme le risque principal de la « modernité tardive », le sociologue propose une analyse des inégalités sociales-numériques au prisme des classes populaires. Fondée sur un travail d'enquête d'une dizaine d'années issu de plusieurs terrains en France auprès d'individus d'origine populaire, sa méthodologie croise leurs récits de vie *offline* avec leurs pratiques *online.* L'ouvrage s'organise en huit chapitres dans lesquels l'auteur décrit plusieurs formes d'inégalités numériques, à l'appui de portraits d'enquêtés.

2 L'ouvrage débute par une revue de littérature des recherches sociologiques sur les disparités des usages sociaux de l'informatique connectée chez les individus issus des classes populaires. Fabien Granjon identifie deux courants majeurs. Basé sur une approche statistique, le courant du *« technical access »* cartographie les niveaux d'accès aux outils numériques en fonction de différents indicateurs (âge, sexe, niveau de revenu, etc.). Le courant du *« social access »* étudie les contraintes d'accès que ces individus rencontrent et les limitations de leurs usages de l'informatique connectée par manque de compétences : il superpose les inégalités numériques à d'autres facteurs d'exclusion (pauvreté, chômage, handicap, etc.). S'appuyant sur un cadre théorique marxiste, bourdieusien, lahirien et boltanskien, l'auteur propose quant à lui d'ouvrir un

courant de « troisième degré ». Son travail démontre en effet que les deux premiers courants ne suffisent pas à expliquer l'origine des inégalités dans l'appropriation de l'informatique connectée selon les classes sociales. Recourant à une approche dispositionnaliste, Fabien Granjon considère que les usages numériques suivent des logiques d'action largement non conscientes, traduisant des schémas de pensée qui sont le produit de déterminations sociales préexistantes.

3 La lutte pour « l'inclusion numérique », c'est-à-dire pour la maîtrise de l'informatique connectée, représenterait un levier d'amélioration des conditions matérielles d'existence des individus de classes populaires. Ainsi, par exemple, la vente de biens et services en ligne leur permettrait d'arrondir leurs fins du mois ou se payer des vacances, et l'accès à certaines offres culturelles virtuelles (sites de musées, plateformes de films, etc.) de diversifier leurs expériences esthétiques. Louée à tout propos, l'inclusion numérique ne garantit pas pour autant l'inclusion sociale, estime l'auteur. Au contraire, ces opportunités de façade que véhicule l'informatique connectée prolongent la répartition inégale des ressources et des positions sociales (chapitre 1).

4 Fabien Granjon note ensuite que l'utilisation de l'informatique connectée dépend de l'origine sociale : les individus issus de classes populaires s'orientent davantage vers des sites peu légitimes (blogs, forums non officiels, etc.) tandis que ceux issus des classes plus aisés naviguent sur des sites plus reconnus et institutionnels. De même, les « premiers de la classe » d'une société capitaliste qui prône les diplômes et savoirs numériques sont aujourd'hui les développeurs, les designers, les géants du e-commerce : ces « capitaines de l'industrie numérique » sont souvent des jeunes hommes blancs, diplômés et bien insérés socialement (chapitre 2).

5 Depuis le début des années 2000, les autorités publiques ont fait du développement technologique un enjeu majeur, dans une logique d'inclusion sociale mais aussi de revitalisation du service public, pour rendre ce dernier plus performant et plus rentable. Adhérant à « l'idéologie du numérique » puisqu'il l'emploie et l'impose à ses administrés, l'État renforce le fossé entre ceux qui possèdent un capital cognitif dont ils tirent profit pour conserver une place légitime au sein du capitalisme numérique et ceux, moins aptes, qui se dirigent vers les emplois « numériques subalternes » ubérisés ou que la machine n'a pas encore substitués (chapitre 3).

6 La maitrise des outils numériques devient une condition d'accès non seulement au travail mais aussi aux droits et à un certain nombre de services élémentaires. Le nouveau service public exige d'individus peu diplômés, isolés, en situation de précarité, des compétences dans l'acquisition desquelles ils n'ont jamais ou peu été accompagnés, c'est-à-dire un « capital numérique » (entendu comme une spécification du capital culturel défini par Bourdieu[3]). Dans ce contexte, le recours aux travailleurs sociaux, peu formés en la matière, s'avère parfois nécessaire pour *faire à la place* de ces usagers dépassés. La prise en charge de l'exclusion/inclusion numérique comme problème public mène d'ailleurs à la constitution d'une nouvelle catégorie de professionnels que forment les médiateurs du numérique (chapitre 4).

7 Fabien Granjon s'intéresse à tous ces individus, « les *e-exclus* », qui ne développent presque (plus) aucun usage de l'informatique connectée. Il distingue deux profils : les « non-utilisateurs », qui n'y ont jamais recouru, et les « faibles utilisateurs » ou « abandonnistes », que certaines expériences négatives ont découragés et qui n'utilisent plus le numérique qu'en cas de stricte nécessité. La blessure morale qu'ils

éprouvent prend la forme d'une mésestime sociale, d'un sentiment de décalage avec la « société digitale », et d'une fragilisation de l'estime de soi (chapitre 5).

8 En s'inspirant de l'approche d'Olivier Schwartz[4] sur l'existence d'une fraction d'individus diplômés (FD) et d'une fraction peu diplômée (FPD), l'auteur montre toutefois que l'informatique connectée comme condition de réussite sociale est appréciée différemment au sein des classes populaires. Ainsi, pour les FPD, la seule acquisition et manipulation des outils numériques représente une fin en soi tandis que les FD les appréhendent davantage comme un moyen de développement de savoir-faire utiles à leur insertion professionnelle. Granjon s'attache également aux inégalités de genre : non seulement les femmes de ces deux catégories exploitent moins le numérique que les hommes, mais leurs usages sont encore largement orientés vers la vie de couple ou familiale alors que ceux des hommes sont plus portés sur la technique et le loisir, suivant un esprit de « récréation sociale de soi » (chapitre 6).

9 L'auteur dresse ensuite le portrait du « capitalisme de surveillance » qui fait une large place au recueil des données des utilisateurs du *web* afin d'asseoir son développement. Le traitement de ces données prend deux formes : s'il vise à personnaliser les fils d'actualité des individus à partir de leurs centres d'intérêt, il sert aussi, d'une façon plus insidieuse, à typologiser les comportements humains et ainsi à élaborer des stratégies commerciales poussant à la consommation. Ce processus présente une « inégalité algorithmique » : les capitaines du numérique, qualifiés dans le domaine informatique, tirent profit financièrement d'une position préférentielle face à des usagers qui en maitrisent très peu les rouages dissimulés. Les individus de classes populaires, les *« digital underclass »,* sont les plus exposés à ce schéma d'exploitation du fait de leur manque de notions en matière de protection des données et de leurs compétences numériques limitées (*« functionnal illiteracy »).* Pour atteindre ses fins, le capitalisme de surveillance encourage la mise en scène de soi en ligne via les réseaux sociaux numériques. L'auteur relève une divergence des pratiques en la matière selon les classes sociales. Si les individus des classes aisées traitent avec pudeur la gestion virtuelle de leur image, ils savent habilement mobiliser l'outil numérique pour s'informer, effectuer une démarche administrative, rechercher un emploi, etc. À l'inverse, les individus des classes populaires, en quête d'une valorisation de soi, surexposent leur vie privée, leurs goûts et leurs opinions politiques, alors qu'ils présentent des carences dans les usages plus formels : postuler à une offre d'emploi, élaborer un CV, etc. (chapitre 7).

10 Enfin, Fabien Granjon montre, à partir de l'exemple de la crise des Gilets jaunes, que la rencontre « TNIC[5]-mobilisation sociale » peut contribuer à consolider l'identité d'une communauté de classe. Contrairement aux militants traditionnels, souvent diplômés et qui fondent leur action sur des codes particuliers bien connus de l'action sociale, les Gilets jaunes consacrent le mode de l'« expression citoyenne autonome ». Ces primo-arrivants dans l'engagement politique échappent à l'« habitus militant » en recourant aux canaux de communication, de partage d'information et de mobilisation sociale qu'offrent les réseaux sociaux numériques. En construisant cet « espace numérique oppositionnel », ils s'affirment contre le modèle politique élitiste. Leurs échanges virtuels, mêlant l'expression d'une colère et d'une indignation, permettent d'entretenir une dynamique populaire inédite dans le champ politique et favorisent l'émergence d'un sentiment d'appartenance à un collectif fondateur d'une « identité Gilets jaunes ». Les réseaux sociaux numériques sont ici exploités, bon gré mal gré, comme vecteurs de

deux formes d'émancipation populaire : la réappropriation par les exclus du débat politique jusque-là réservé aux élites intellectuelles, empreinte de « vérités émotionnelles », et la construction, au moyen de pratiques et d'espaces de mobilisation alternatifs, d'une conscience collective sur les conditions de domination sociale (chapitre 8).

11 Fabien Granjon apparaît comme précurseur d'un nouveau courant d'analyse traitant des usages sociaux du numérique. Son œuvre semble déjà indispensable pour les chercheurs investiguant ce sujet. Cependant, la conception que les individus de classes populaires subiraient passivement les injonctions de la société digitale prête à débat. L'ancrage théorique de l'auteur néglige leur capacité d'*agency* que plusieurs travaux sociologiques récents ont cherchés à exposer : conscients de leur condition, ces individus ne sont pas de simples victimes de la domination du capitalisme numérique. Cette nuance dans la capacitation, que l'on décèle bien dans le dernier chapitre sur l'appropriation des outils numériques par les Gilets jaunes, ouvre sans doute de nouvelles voies pour les futures recherches en sciences humaines et sociales.

NOTES

1. Tout dispositif technique disposant, *a minima*, d'un système d'exploitation informatique et d'une connexion Internet (smartphone, tablette, ordinateur, etc.) (p. 13).

2. Boltanski Luc, Chiapello Ève, *Le nouvel esprit du capitalisme,* Paris, Gallimard, 1999.

3. Bourdieu Pierre, « Les trois états du capital culturel », *Actes de la recherche en sciences sociales,* n° 30, 1979, p. 3-6.

4. Schwartz Olivier, *Le monde privé des ouvriers,* Paris, PUF, 2002.

5. Technologiques numériques d'information et de communication.

AUTEUR

ROSA MARIA BORTOLOTTI

Doctorante à Cergy Paris Université. Membre du laboratoire École, mutations et apprentissages (EMA). Membre de l'Observatoire universitaire international éducation et prévention (OUIEP). Membre du RT11 – Association française de sociologie (AFS) « Sociologie de la consommation et du numérique ».